

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Paths to post-nationalism: A critical ethnography of language and identity, Heller, Monica (2011). New York, Oxford University Press, 223 pages. Livre de poche, ISBN 978-0-19-974685-9

Éric Forgues

Petits dérangements : minorités linguistiques et migrations
Minor Upheavals: Linguistic Minorities and Migrations
Number 2, 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1014849ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1014849ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Forgues, É. (2013). Review of [*Paths to post-nationalism: A critical ethnography of language and identity*, Heller, Monica (2011). New York, Oxford University Press, 223 pages. Livre de poche, ISBN 978-0-19-974685-9]. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*,(2), 114–117. <https://doi.org/10.7202/1014849ar>



Compte rendu

Paths to post-nationalism: A critical ethnography of language and identity

HELLER, Monica (2011). New York, Oxford University Press, 223 pages.
Livre de poche, ISBN 978-0-19-974685-9*.

Par **Éric Forgues**

*Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques
Université de Moncton*

Avant d'aborder son sujet, l'auteure prend soin de préciser sa perspective, qui est celle d'une sociolinguiste et qui se veut moins un savoir expert qu'une pratique sociale située et informée, selon une approche ethnographique critique et éclairée par l'économie politique. L'angle critique se traduit par une préoccupation envers les différences et les inégalités sociales. L'auteure s'éloigne donc de l'approche positiviste, qui exige d'adopter un point de vue neutre, objectif, sur l'objet. Elle présente sa trajectoire de vie, qui vient orienter son point de vue sur son objet afin de mieux nous faire comprendre ce qui la motive à analyser les pratiques linguistiques et ses changements, de même que la façon dont elle le fait. Cette subjectivité se manifeste aussi par son style d'écriture, qui recourt à la première personne. Cette prise en compte de sa subjectivité n'exclut pas une volonté de décrire et d'expliquer son objet. Elle s'exprime cependant dans le positionnement de l'auteure à l'égard des résultats de ses travaux, Heller se voyant comme une interlocutrice, parmi d'autres, sur les enjeux qu'elle met en lumière.

L'auteure présente à grands traits les transformations idéologiques qui ont jalonné la francophonie en lien avec les transformations économiques. On passe ainsi d'un nationalisme traditionnel, dans le contexte d'un clivage de classes ethniques, à un nationalisme moderne,

* Une version traduite en anglais de ce compte rendu a été publiée (Éric Forgues, 2012, Paths to post-nationalism: a critical ethnography of language and identity, *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 1-2 iFirst article. En ligne : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01434632.2012.709975>).

dans le contexte d'une certaine montée en puissance économique des francophones, puis à un discours postnationaliste dans un contexte de mondialisation. Par mondialisation (*globalization*), l'auteure désigne l'accélération et l'expansion de la mobilité des biens et des personnes dans la nouvelle économie. Celle-ci favorise le passage d'un discours faisant la promotion des droits linguistiques à un discours faisant la promotion de la valeur ajoutée de la langue.

L'auteure saisit ces transformations de la francophonie à partir de plusieurs études de cas. La première porte sur l'Ordre de Jacques-Cartier, société secrète vouée à la promotion des intérêts des francophones du Canada français. Son éclatement marque la fin du nationalisme traditionnel canadien-français, l'éclatement de la francophonie canadienne et la rupture de l'alliance entre l'économie et la nation. Il marque l'entrée des élites francophones du Canada dans l'espace public.

Une autre étude de cas se situe à la fin des années 1970, à Montréal, dans une entreprise de propriété anglophone qui doit se plier aux exigences de la *Charte québécoise de la langue française*. L'Office de la langue française doit veiller au respect de la Loi et accorde aux grandes entreprises un certificat de francisation. Ce terrain d'étude est celui de l'auteure, alors étudiante au doctorat. C'est pour elle l'occasion de saisir ce que signifie, en pratique, la francisation d'une entreprise anglophone et de voir que cette signification varie selon l'appartenance ethnique, sexuelle ou générationnelle. Elle assiste à la naissance d'une nouvelle convention linguistique. Alors que l'intervention de l'État favorise la diminution des disparités entre francophones et anglophones, nous assistons au déclin du fondement ethnolinguistique de la légitimité des aspirations politiques des francophones (p. 91) et à la montée d'un fondement linguistique, qui ne va pas sans certaines tensions et contradictions.

Cette tension est analysée dans le chapitre suivant, qui porte sur une étude de cas en milieu scolaire ontarien, à Toronto plus précisément, de 1991 à 1996. La communauté francophone de Toronto n'est pas typique de la représentation traditionnelle de la francophonie. Mais pour l'auteure, elle offre un aperçu de ce que peut devenir la francophonie. Ce cas montre la montée en importance du bilinguisme comme compétence marchande et capital de distinction. Cela ne va pas sans provoquer des tensions avec une francophonie jugée plus authentique. Le projet de créer au sein du milieu scolaire une oasis francophone résiste mal aux pressions de l'environnement anglophone, l'usage de l'anglais étant valorisé par une proportion d'élèves qui n'intériorisent guère les normes linguistiques imposées par les autorités scolaires.

Le cas suivant tente de démontrer le passage d'une francophonie fondée sur les droits à celle fondée sur une valeur ajoutée, par l'exemple du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE), qui se consacre au développement économique des francophones. L'étude de cas d'une petite communauté rurale en Ontario montre que ce changement idéologique se produit entre 1998 et 2000, alors qu'il devient plus difficile d'obtenir du

financement de l'État. Le milieu associatif se professionnalise et se bureaucratise (emplois salariés avec description de tâches, distinction claire entre la personne et le poste). La concertation et la consultation des organismes s'imposent. Cette communauté met sur pied un organisme à vocation économique qui appuie la création d'entreprises et d'emplois. L'analyse de ce cas alimente la thèse de l'auteure. L'analyse du festival local faisant la promotion de la francophonie contribue également à illustrer la marchandisation du fait français, qui entre cependant en tension avec les exigences identitaires de l'authenticité.

D'autres études de cas portent sur des reconstitutions historiques misant sur la francophonie afin de promouvoir des produits touristiques avec plus ou moins de succès. L'« Autre », que ce soit l'anglophone ou le Français, est alors envisagé comme un consommateur potentiel et doit être traité selon les exigences du service à la clientèle (p. 140). Ainsi, le fait francophone est tiraillé, d'une part, entre une exigence d'authenticité et, d'autre part, un besoin de bilinguisme afin de joindre les consommateurs anglophones. L'étude de cas des centres d'appels montre des régions qui souhaitent attirer des industries en mettant en valeur leur profil bilingue. Une telle pratique contribue à faire de la langue un produit marchand ou un moyen de production entrant, non sans peine, dans la logique organisationnelle de l'entreprise. L'analyse montre qu'en voulant détacher la langue de l'identité, en voulant en faire un bien consommable ou simplement une compétence, on rencontre certaines contradictions liées au fait que la langue demeure un espace de distinction, d'inégalité et de compétition sociales (p. 171).

Le chemin menant au postnationalisme prend ainsi forme, et les contours d'un nouveau discours peuvent être perçus dans les discours ironiques qui tentent de se démarquer, voire de se moquer du discours nationaliste moderne et de son aspect « dramatique ». La sensibilité postnationale qui prend forme embrasse l'hétérogénéité et la mobilité qu'engendre la mondialisation (p. 183).

Enfin, l'auteure explique que si elle s'est attiré les critiques sévères de Thériault et Meunier (2008), c'est parce qu'elle nomme un phénomène qui remet en question le projet national moderne. Rappelant qu'elle n'adopte pas la perspective normative de la philosophie politique, l'auteure souligne qu'elle rapporte ce qu'elle observe et le sens qu'on peut y donner, à travers la lentille de la justice sociale.

Les divers cas analysés sont expliqués par le phénomène plus large des transformations économiques et, pour les cas contemporains, par la mondialisation. Le passage d'un nationalisme qui fait la promotion des droits linguistiques à un postnationalisme qui fait la promotion de la valeur ajoutée de la francophonie résulterait du passage vers une économie mondialisée.

Il est vrai que, dans le contexte de la mondialisation, la logique marchande s'empare de nouveaux pans de la société. C'est le propre de la mondialisation d'élargir la sphère marchande à des activités qui lui échappaient jadis. Dans ces conditions, nous risquons de suivre une logique qui n'est plus politique, mais économique. Or, l'existence d'un produit en économie est déterminée moins par son droit d'exister que par sa valeur.

Cet aspect de la démonstration de l'auteure, pourtant au cœur de son raisonnement, est celui qui m'a le moins convaincu. Certes, dans le tourisme, nous pouvons observer la marchandisation de certains éléments identitaires. C'est sans surprise non plus que le secteur économique, dans lequel intervient le RDÉE, véhicule un discours sur la valeur ajoutée. Si ces cas montrent que les francophones participent à une économie mondialisée, il nous semble réducteur d'envisager l'ensemble de la communauté francophone sous cet angle. Le terme « développement » utilisé par la francophonie, depuis notamment sa mention dans la *Loi sur les langues officielles* de 1988, n'est pas à prendre au sens strictement économique comme le suggère l'auteure. Il désigne aussi et surtout des activités qui contribuent à l'essor linguistique de la communauté, d'aucuns diraient à sa vitalité. C'est le travers de plusieurs analyses critiques de la mondialisation qui en viennent à réduire, encore plus que la mondialisation elle-même, le social et le politique à l'économique. Ici, c'est la généralisation des cas que nous pouvons remettre en question. L'ouvrage a tout de même l'intérêt de porter au jour certaines transformations de l'identité francophone en lien avec les transformations économiques que vivent les communautés francophones. Il permet de voir, notamment, les stratégies employées par les francophones pour s'insérer dans la mondialisation économique. L'analyse montre comment la relation de la langue avec l'identité peut se modifier et, suivant les catégories de l'idéologie néolibérale, celles-ci semblent se dissocier et devenir des biens de consommation, risquant de subordonner, dans certains secteurs d'activité, la logique identitaire à celle de l'économie. Une telle analyse a le mérite d'exposer un des pièges qui guettent les communautés francophones évoluant dans un contexte d'économie mondialisée.

Éric Forgues

eric.forgues@umoncton.ca

Références

- FORGUES, Éric (2012). *Paths to post-nationalism: a critical ethnography of language and identity*, *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 1-2 iFirst article. En ligne : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01434632.2012.709975>.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon et M. MEUNIER (2008). « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? ». Dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.) *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides.